

La microfinance, c'est aussi de la finance

Dernière mise à jour : 06-11-2007

Des ponts se construisent entre la microfinance et la finance conventionnelle. Cette " commercialisation " peut être bien accueillie par les pionniers à condition de respecter leur double objectif, social et économique, exigence incarnée par Muhammad Yunus, le " banquier des pauvres " bangladais, nouveau prix Nobel de la paix. La solution ? Des partenariats, pour éviter les dérives, en particulier les drames du surendettement.

Partager savoir-faire et responsabilité

En fait, il existe deux écoles dans les milieux de la microfinance, l'une plutôt sociale, motivée avant tout par la lutte contre la pauvreté ; l'autre, plutôt libérale, désireuse de créer des prestataires viables et indépendants du bon vouloir des donateurs. Elles s'accordent toutefois pour dire qu'il faut toucher davantage d'exclus. Certains travaux du CGAP (" Consultative Group to Assist the Poor ") ont chiffré entre 500 millions et 1 milliard de dollars les besoins annuels de refinancement des institutions de microfinance (IMF), tandis que le marché des services financiers pour les bas revenus tournerait autour de 300 milliards dans les pays émergents. Depuis que les pionniers, comme le nouveau prix Nobel de la paix Muhammad Yunus, ont prouvé que les pauvres remboursent mieux que la moyenne, l'idée de puiser dans les ressources de la finance conventionnelle a fait son chemin. Sachant que des réseaux d'ONG comme Acción, Grameen Foundation, WWF, Finca, PlaNet Finance, etc., et des consultants tels le français Horus, qui pilote La Fayette Investissements, s'évertuent à faire pousser de nouvelles institutions de microfinance.

Une solution réunit de nombreux suffrages : faire coopérer banques conventionnelles et IMF. " Les partenariats seront la clef du succès grâce au partage d'expériences, de savoir-faire et de responsabilités qu'ils prévoient ", précisent Axel Pierron et Perrine Fiorina, du cabinet de conseil Celent (1). La " commercialisation " a d'ailleurs été l'un des thèmes du dernier sommet mondial du microcrédit, à Halifax. Les banques locales sont a priori des interlocuteurs de choix. Elles ont les produits adaptés, des technologies et surtout elles financent en monnaie nationale. Ce qui évite le risque de change. Et quand, plus ou moins incitées à le faire par la loi, elles servent elles-mêmes les clientèles de la microfinance, elles rencontrent des difficultés. De leur côté, les IMF savent accueillir et accompagner les exclus, même si leurs statuts sont très variés, allant de l'association d'aide à la relation bancaire à la banque à part entière. Reflet de cette diversité des situations, deux banques publiques, Bank Rakyat Indonesia et National Bank for Agriculture and Rural Development en Inde, sont leaders mondiaux, devant la Grameen Bank du Pr Yunus au Bangladesh.

Une IMF doit avoir une certaine taille pour devenir une banque, comme par exemple BancoSol en Bolivie ou Compartamos au Mexique, dont le directeur général, Carlos Labarthe, explique : " La beauté de la microfinance est qu'elle peut marcher sur ses propres jambes. Nous faisons partie intégrante du secteur financier. " Les banquiers de gros et pas seulement ceux de détail deviennent alors des interlocuteurs. " Mobiliser de l'épargne change les choses fondamentalement. Cela permet de ne plus dépendre des dons, des prêts bonifiés, de l'épargne préalable des emprunteurs, et d'avoir accès aux prêts commerciaux des banques locales ", décrypte Jérôme Aba, expert chez PlaNet Finance. Compartamos a d'ailleurs sollicité plusieurs fois le marché obligataire mexicain avec le soutien de Banamex, la filiale mexicaine de Citigroup. Cibler les classes moyennes de demain

Beaucoup de banques internationales manifestent en effet de l'intérêt pour la microfinance et pas seulement dans leur pays d'origine. Loin de se prendre pour Gulliver voyageant à Lilliput, ces géants visent deux objectifs, selon une étude réalisée pour le ministère des Affaires étrangères néerlandais et ING Microfinance Support : se comporter comme des entreprises citoyennes et favoriser la croissance à moyen et long termes, les bas revenus d'aujourd'hui pouvant donner naissance aux classes moyennes de demain (2).

Chez Citigroup, la microfinance ne relève plus seulement du mécénat. " En tant que groupe international implanté dans une centaine de pays, nous souhaitons contribuer à faire de la microfinance un segment d'activité viable et susceptible d'être développé sur une grande échelle ", souligne Robert Annibale, le responsable mondial, qui est pleinement intégré dans les activités bancaires. Les implantations locales ont participé, entre autres, à une titrisation de microprêts pour BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee) au Bangladesh et pour ProCredit Romania, une première en Roumanie. Quant au Growth Guarantees Program, de la Fondation Grameen USA, il fonctionne comme un fonds de garantie en faveur des IMF. Idem chez Deutsche Bank, dont le Global Microfinance Consortium est un vrai " cas d'école ", explique Hanns-Michael Hölz, en charge du développement durable. Placements " responsables "

Les établissements français ne sont pas en reste, même s'ils sont plus discrets. " Partie de quelques opérations, notre activité de microfinance à l'étranger a pris beaucoup d'ampleur. Nos filiales locales financent une trentaine d'organisations de microfinance dans une dizaine de pays ", affirme Pascale Lacombrade, responsable de la cellule microfinance des activités de banque de détail à l'étranger de Société Générale, cellule qui existe depuis trois ans. Chez BNP Paribas, le programme " microphi " (le " phi " grec de philanthropie) va répliquer ce qui se fait déjà en Guinée, au Maroc ou en Egypte. Concrètement, cela signifie mettre en place des prêts à des institutions de microfinance dans les pays émergents, avec des procédures d'analyse et de suivi de l'impact sociétal. Inscrit dans l'engagement citoyen du groupe, ce programme se conduit toutefois comme un vrai projet bancaire, précise son animateur, Emmanuel de Lutzel. Il s'appuie sur l'expérience du groupe en France (voir encadré) ainsi que sur un partenariat avec le gestionnaire de fonds spécialisé responsAbility.

Ces géants financiers doivent aussi répondre à la demande de clients investisseurs, eux-mêmes en quête de placements responsables. Il existe des dizaines de véhicules spécialisés, apportant prêts, capital ou garanties aux IMF et offrant des tranches plus ou moins risquées aux souscripteurs en fonction de leur profil. Un gestionnaire réputé comme BlueOrchard à Genève se concentre sur les institutions de microfinance viables financièrement et opérationnellement, quelques centaines sur des milliers, précise Matteo Marinelli, l'un des associés. " Les investisseurs privés ont envie d'investir plus, mais il leur faut davantage de transparence, de notation et d'informations ", observe Patrick Goodman, un expert en la matière. " Les acteurs privés commencent à être en mesure d'offrir la même quantité de capital que les acteurs publics ", relève Klaus Tischhauser, directeur de responsAbility. Son message : ces derniers devraient se porter là où le risque est trop élevé pour le marché. Grand bailleur de fonds de la microfinance, la coopérative néerlandaise oeucuménique Oikocredit veut d'ailleurs " combler les lacunes du marché ".

Dans les milieux bancaires, la microfinance est aussi " envisagée comme un lieu de recherche et d'innovation, dont l'expérience pourra servir un jour aux pays développés ", selon Ivan Mortimer-Schutts, membre du Club de microfinance de Paris. Déjà, le sud-africain Wizzit Bank utilise les téléphones mobiles comme supports de paiement. Cela étant, au Bénin, en Bolivie ou en Afrique du Sud, le surendettement s'est invité dans le débat public. Et on a vu des suicides de femmes en Inde. Les distributeurs de crédit, qui ne sont d'ailleurs pas tous des banques, manquent parfois de scrupules. Claus Peter Zeitinger retrouve toute l'indignation de sa jeunesse pour dénoncer ceux qui ne font que se parer des habits de la microfinance.